

**Rapport sur le thème
«Agriculture et sécurité alimentaire
face au changement climatique en Méditerranée»**

Le rapport a été élaboré par Madame Agnès Rampal, présidente de la commission euroméditerranéenne, région Provence-Alpes-Côte d'Azur, rapporteure, et adopté par consensus lors de la 12^e session plénière de l'ARLEM, qui s'est tenue intégralement à distance le 22 février 2021.

Introduction

L'agriculture (l'art de cultiver) et l'alimentation (l'art de bien-manger) sont des ciments traditionnels de l'identité culturelle méditerranéenne. Ce rapport propose des solutions concrètes pour assurer une sécurité alimentaire¹ et une souveraineté alimentaire² résilientes pour les 22 pays riverains et les 550 millions d'habitants de Mare nostrum en 2021 et les générations futures, alors que le changement climatique va aggraver une situation de vulnérabilité déjà marquée.

I. L'agriculture méditerranéenne confrontée aux multiples défis du changement climatique

1) Un déficit de gouvernance et de vision commune à long terme

- Les politiques de gestion agricole ne sont pas au centre de l'agenda politique de tous les États et autorités locales et régionales (ALR) méditerranéens³.
- La gestion durable et concertée des ressources (eau, sols) n'est pas assez intégrée par les parties prenantes et un grand nombre d'autorités (ministères, ALR, autorités agricoles et/ou de l'eau, agences de bassin) interviennent à différents niveaux de la chaîne de gestion selon des règles et modalités diverses.
- Les impacts économiques et environnementaux à long terme de l'agriculture ne sont souvent pas pris en compte par les décideurs car la rentabilité à court terme prévaut.
- Un déficit global d'attractivité du secteur agricole résultant d'une perception sociétale négative quant aux conditions de vie/travail font que le vieillissement des agriculteurs et le non-renouvellement générationnel mettent en péril la sécurité alimentaire dans la zone.

2) Des sols agricoles fragilisés

- L'érosion, la salinisation et l'acidification conduisent à la dégradation des sols méditerranéens, avec des terrains autrefois fertiles en voie de désertification. Ces phénomènes sont exacerbés par le changement climatique.

3) Une gestion des ressources en eau inadaptée face aux sécheresses et pénuries

- Alors que la Méditerranée concentre déjà 50 % de la population mondiale pauvre en eau, la pénurie d'eau sera croissante avec le changement climatique.
- La gestion de l'offre en eau se concentre presque uniquement sur l'usage d'eaux souterraines et non de surface. Notamment dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM), car 85 % des réserves en eau de la Méditerranée se situent sur la rive nord (Turquie comprise).
- Les besoins en eau ne cessent d'augmenter, et la disponibilité de diminuer, alors que les pertes et gaspillages d'eau sont élevés.

¹ **Sécurité alimentaire:** garantir à chacun l'accès financier et géographique à une alimentation saine en quantité suffisante respectueuse de la durabilité des conditions de la production.

² **Souveraineté alimentaire:** fait référence au droit des peuples de définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires, de protéger et de contrôler la production et les échanges agricoles intérieurs, de déterminer leur degré d'autonomie, de limiter le dumping de produits importés à bas prix sur leurs marchés et de privilégier ainsi la production et la consommation locales.

³ Cela est à relativiser pour certains pays, avec entre autres, la mise en place en 2020 de la «**Génération Green 2020-2030**» au Maroc, la nouvelle stratégie nationale agricole qui prolonge les orientations d'agriculture durable du précédent **Plan Maroc Vert** (2008-2020). En Algérie, le **plan national de développement et du renouveau rural** (PNDRA 2000-2010), la **politique de renouveau agricole et rural** (PRAR 2010-2014) et le **plan FELAHA 2014-2020** sont également à mentionner.

4) Une surexploitation et un gaspillage des ressources alimentaires, couplés à une forte dépendance aux importations

- Les pertes et gaspillages alimentaires se produisent à tous les niveaux, de l'après-récolte jusqu'à la vente au détail⁴. La région gaspille jusqu'à 30 % de ses ressources naturelles, alors qu'elle est déjà pauvre en eau (environ 20 % dans l'UE⁵).
- La dépendance aux importations d'aliments de base (particulièrement céréaliers) a un impact sur les prix des denrées alimentaires et rend les pays dépendants du prix des matières premières et des fluctuations des devises: dans certains PSEM, les citoyens dépensent jusqu'à un tiers de leur revenu disponible (contre 12,1 % en moyenne dans l'UE⁶).
- La ressource halieutique est surexploitée, alors que la pêche artisanale/côtière prédomine.
- Une forte pollution de la mer, de l'eau et de l'air persiste dans de nombreux pays riverains.

5) Une forte vulnérabilité des modes d'exploitations agricoles méditerranéens

- Les perspectives sont inquiétantes pour les prochaines décennies⁷: la Méditerranée se réchauffe 20 % plus vite que la moyenne mondiale et les événements climatiques extrêmes (vagues de chaleur, sécheresse, incendies, inondations) vont s'aggraver.
- Les petites et moyennes exploitations agricoles sont les plus exposées aux dérèglements climatiques, alors même que la Méditerranée se caractérise par un paysage agricole essentiellement composé de petites exploitations familiales qui fournissent 80 % des cultures et du bétail et occupent de 75 % à 85 % des terres agricoles⁸.
- Les monocultures dominent dans les PSEM, avec les céréales qui occupent environ 60 % de la surface des champs récoltés mais ne représentent que 15 % de la valeur commerciale de la production agricole brute⁹.
- Un déficit de productivité, de compétitivité et de création de valeur ajoutée dans les filières agroalimentaires et agro-industrielles méditerranéennes occasionné par un manque d'investissements structurants dans les étapes et infrastructures de post-récolte.

6) L'alimentation: un enjeu majeur de santé publique

- Le développement d'une alimentation industrielle, qui repose sur des produits transformés importés, a entraîné un éloignement de la diète méditerranéenne traditionnelle (ou «régime crétois»), causant ou accentuant des problèmes majeurs de santé publique: obésité, cholestérol, diabète, cancer, etc.

4 <http://www.fao.org/platform-food-loss-waste/fr/>.

5 **Plan d'économie circulaire 2.0** (2020).

6 <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/DDN-20191209-1>.

7 **Rapport scientifique sur l'impact du changement climatique du GIEC/MedECC** (2019).

8 Marzin *et al.* 2017.

9 OCDE-FAO, 2018.

II. Recommandations pour une agriculture méditerranéenne résiliente au changement climatique

A. Revaloriser la diète méditerranéenne

- 1) Promouvoir l'héritage historique, culturel, gastronomique, diététique de la «diète méditerranéenne», inscrite en 2010 au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO comme un «ensemble de savoir-faire, connaissances, pratiques et traditions», ciment d'une identité culturelle commune forte sur toutes les rives de la Méditerranée. Ce régime alimentaire équilibré est basé sur une agriculture de proximité tout au long de l'année, favorisant une forte hétérogénéité génétique et des variétés adaptées à leur territoire et au climat méditerranéen. Riche en micronutriments et antioxydants (légumes, fruits, poisson, huile d'olive, herbes aromatiques)¹⁰, il est meilleur pour la santé (prévention de maladies chroniques) et plus économe que le régime de type nord-américain ou occidental. Ce régime s'inscrit pleinement dans les préceptes du mouvement «One Health»¹¹.
- 2) Impulser l'agriculture méditerranéenne traditionnelle comme source de savoirs et savoir-faire importante: technique, innovante, résiliente et avancée en matière d'agroécologie, notamment sur la rive nord de la Méditerranée.
- 3) Revaloriser les cultures résilientes méditerranéennes ancestrales qui ont périclité (amandes, pistaches, blé dur, etc.). Développer des farines locales, des registres et banques de semences locales afin d'éviter que les agriculteurs locaux ne soient obligés d'acheter des semences enregistrées à des sociétés étrangères.

B. Engager la transition agroécologique pour préserver les sols et l'agrobiodiversité

- 1) Favoriser des pratiques agricoles durables (agriculture de précision, biologique et de conservation, agroécologie, etc.) pour préserver les ressources naturelles productives¹².
- 2) Tendre vers des agroécosystèmes résilients, performants et gérés pour maximiser les synergies agriculture-biodiversité¹³.
- 3) Appréhender l'agronomie méditerranéenne en «systèmes» adaptés à leur environnement spécifique.
- 4) S'appuyer sur la formation initiale et continue pour revaloriser, diversifier, restructurer et renforcer la valeur ajoutée des activités agricoles résilientes et diversifiées à l'échelle de l'exploitation, en ce qui concerne non seulement les produits alimentaires, mais aussi la bioéconomie, la production d'énergies renouvelables, l'agritourisme, etc.

¹⁰ Voir les publications du panel d'experts internationaux [Foundation of Mediterranean Diet \(IFMeD\)](#) sur cette diète.

¹¹ L'initiative **One Health** («Une seule santé») est un mouvement créé au début des années 2000 qui promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaire.

¹² **Ressources naturelles productives (RNP)**: sol, eau, agrobiodiversité.

¹³ **Deux modèles prospectifs**, [AFTERRES/Solagro](#) et **TYFA/IDDRI**, ont notamment été établis pour évaluer les modifications de l'agriculture qui permettraient d'atteindre des objectifs climatiques via la généralisation des pratiques agroécologiques: IDDRI, «Une Europe agroécologique en 2050: une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine», 2018.

- 5) Choisir des espèces cultivées plus résilientes: revenir aux cultures rustiques endogènes (ex.: blé dur¹⁴) de la diète méditerranéenne moins exigeantes et plus nourrissantes, pour une meilleure préservation des ressources. Anticiper le changement climatique en cultivant des céréales sahéliennes (mil, millet, sorgho, etc.).

C. Préserver et mieux gérer la ressource en eau

- 1) Améliorer l'efficacité hydrique dans l'irrigation agricole pour réduire le gaspillage (agriculture de précision, *keyline design*, etc.).
- 2) Réviser la gouvernance, le modèle économique et les modalités de tarification de l'eau pour financer les investissements massifs en infrastructures hydrauliques: gestion collective et regroupement des coûts, des usages et des utilisateurs.
- 3) Rapprocher les installations de potabilisation des lieux d'usage de l'eau potable: l'eau brute non potable pourrait être acheminée sur tout le territoire, permettant de grosses économies en évitant l'édification d'un second réseau d'eau potable.
- 4) Développer les principes d'économie circulaire et mobiliser davantage les ressources en eau non conventionnelles comme le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation agricole des eaux usées.
- 5) Approfondir de toute urgence la connaissance des réserves en eau afin d'orienter sa gestion concertée, particulièrement en rive sud où la nappe fossile est non renouvelable.
- 6) Miser sur l'innovation: IA, IDO, etc., sur la base de technologies spatiales (Copernicus, Galileo).

D. Soutien spécifique à la sécurité et à la souveraineté alimentaires

- 1) Lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires, conformément au pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (2015).
- 2) Augmenter les politiques de stockage alimentaire.
- 3) Introduire de nouvelles mesures relatives à la préservation des zones côtières et la gestion de la pêche.
- 4) Réduire la vulnérabilité des agriculteurs par un soutien renforcé aux mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dès leur mise en place.

¹⁴ **Blé dur/blé tendre:** le blé dur est une variété de blé connue pour son grain dur et vitreux riche en protéines, y compris en gluten. Il ne peut donner que des pains peu levés mais convient parfaitement à la fabrication des pâtes alimentaires, couscous, semoule et boulghour. Le blé tendre ou «froment», est actuellement l'espèce de blé la plus cultivée dans le monde en termes de surface et de tonnage et est parfaitement adapté à la panification/farinage.

- 5) Investir dans le développement de l'agriculture vivrière urbaine et périurbaine, au plus près des besoins des consommateurs, de manière participative et multipartite.
- 6) Créer des bases de données territoriales répertoriant tous les producteurs locaux pour favoriser les canaux de distribution en circuits courts.
- 7) Diffuser les «Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial» (SIPAM)¹⁵, tels que l'Oasis de Siwa¹⁶ en Égypte depuis 2016.
- 8) Accroître le rôle des insectes et des protéines végétales (ex.: légumineuses, oléagineux, algues) dans la production d'une souveraineté protéique, aussi bien à destination des humains que des élevages animaliers.
- 9) Mettre en place des politiques de «migrations assistées» des essences végétales et semences afin d'anticiper la remontée du trait climatique vers le nord. En parallèle, structurer des banques de semences locales est un impératif.
- 10) Développer des partenariats stratégiques pour la sécurité alimentaire dans le cadre d'accords commerciaux et de coopération méditerranéens, qui renforceraient l'intégration régionale.
- 11) Cibler, analyser et éventuellement réviser certaines clauses des accords de partenariat économique (APE)¹⁷: de nombreuses productions dans les PSEM partent directement à l'export vers l'UE qui en retour exporte vers les PSEM certains produits à bas prix subventionnés qui freinent le développement de filières de productions locales.
- 12) Déployer des mécanismes pour garantir aux producteurs des prix équitables et mettre en œuvre une réglementation visant à éviter les abus dans la chaîne de distribution des denrées alimentaires.

III. Renforcer la coopération euro-méditerranéenne pour une agriculture durable et résiliente et garantir la sécurité alimentaire face au changement climatique: propositions opérationnelles

Les ALR sont en première ligne pour amorcer une dynamique de coopération euro-méditerranéenne:

- 1) **Organiser une réunion des ministres de l'agriculture, de l'environnement et de la santé de l'Union pour la Méditerranée (UpM)** consacrée aux enjeux de sécurité alimentaire et d'adaptation des systèmes agricoles méditerranéens aux défis climatiques. Il faudrait associer à ce cadre de rencontres ministérielles un «Forum de projets» associant les bailleurs internationaux, entreprises, ALR et parties prenantes du secteur agricole et agroalimentaire.

¹⁵ **SIPAM**: équivalent en agriculture des sites «patrimoine mondial de l'UNESCO», il s'agit d'une certification qui reconnaît des paysages d'une beauté remarquable associant la biodiversité agricole à des écosystèmes résilients et un précieux patrimoine culturel. Situés dans des endroits spécifiques à travers le monde, ils apportent, de façon durable, des biens et services, de la nourriture et des moyens de subsistance à des millions de petits agriculteurs: <http://www.fao.org/giahs/fr/>.

¹⁶ <http://www.fao.org/giahs/news/newsletter-detail/fr/c/852829/>.

¹⁷ Accords commerciaux visant à développer le libre-échange entre l'UE et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

- 2) **Œuvrer pour un «Sommet des deux rives de la Méditerranée» sur ces enjeux**: dans la continuité du 1^{er} Sommet organisé par la France à Marseille en 2019, ce format qui associe les délégations des pays du «dialogue 5+5»¹⁸, États, ALR et acteurs de la société civile pourrait présenter des propositions de projets et de partenariats multi-acteurs.
- 3) **Rédiger une «Charte de la souveraineté alimentaire euro-méditerranéenne» avec une déclaration politique commune et des objectifs chiffrés entre pays et ALR signataires**: il s'agit d'adopter une vision intégrée à long terme de la gestion concertée des ressources naturelles agricoles (eau, sols, agro-biodiversité) et des enjeux de la souveraineté alimentaire méditerranéenne par l'UpM, les États et les ALR.
- 4) **Poser les bases politiques pour la création d'une réponse euro-méditerranéenne commune aux crises des systèmes alimentaires, accompagnée d'un plan d'urgence et d'un fonds de solidarité agricole** visant à aider les pays touchés par une catastrophe naturelle (sécheresse, ravageur, incendies, etc.) sur le modèle de la «réserve agricole de crise» de la politique agricole commune (PAC) européenne.
- 5) **Développer un «Observatoire euro-méditerranéen des marchés agricoles, pratiques agroenvironnementales résilientes¹⁹ et systèmes alimentaires durables²⁰»**: il pourrait recenser et partager les politiques et bonnes pratiques locales et régionales en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire, de préservation du patrimoine culturel alimentaire, de lutte contre les inégalités dans le système alimentaire, etc.
- 6) **Renforcer le capital humain dans une dimension collective en développant des modules de formation initiale/continue, ateliers collaboratifs de recherche, conseils techniques pour les entreprises agroindustrielles – petites, moyennes et grandes – et les organisations/coopératives professionnelles agricoles** sur le dérèglement climatique, l'agroécologie, la gestion de l'eau/des sols, l'économie circulaire, le gaspillage alimentaire, l'agriculture urbaine, etc. Se concentrer sur le renforcement des capacités, connaissances et savoir-faire des agriculteurs, femmes et jeunes, des acteurs centraux de la société civile pour les problématiques agricoles sur les marchés traditionnels des PSEM, jouant un rôle décisif pour une gouvernance inclusive.

¹⁸ **Dialogue 5+5**: France, Italie, Espagne, Portugal, Malte, Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye.

¹⁹ Le projet européen [LIFE AgriAdapt](#) présente diverses ressources, outils et méthodes pour l'adaptation durable des exploitations agricoles aux risques climatiques européens, avec également une plateforme numérique «AWA» dédiée qui comprend une analyse et se concentre sur la zone Méditerranée: <https://awa.agriadapt.eu/fr/>.

²⁰ La FAO a lancé en 2020 un «[Tableau de bord sur les systèmes alimentaires](#)» public qui fournit un aperçu global des systèmes alimentaires dans le monde. Il s'agit de traiter les «trois D» plus rapidement: décrire les systèmes nationaux, les diagnostiquer puis décider des actions à entreprendre en réunissant des données de 230 pays et plus de 170 indicateurs.

- 7) **Structurer un label «Produits de Méditerranée» ou «Diète méditerranéenne» avec un cahier des charges précis et un grand plan de communication:** garantie qualitative d'un point de vue nutrition-santé de l'origine méditerranéenne sur le modèle des SIQO²¹ (AB, IGP, AOP²²), en lien avec le développement promotionnel de la diète méditerranéenne²³ à l'international/export et dans les grandes foires internationales (ex.: Salon international de l'alimentation-Sial). Également, des festivals ou «Semaines de la gastronomie méditerranéenne» pour la promotion des produits labellisés pourraient être organisés annuellement de façon itinérante par plusieurs villes et/ou pays hôtes d'une édition à l'autre.
- 8) **Lancer des campagnes de sensibilisation «Bien cultiver, bien manger»,** dans la continuité des nouvelles stratégies européennes «De la ferme à la table» et «Biodiversité 2030» (2020) qui prônent des objectifs ambitieux d'ici à 2030 dans l'UE (baisse de 50 % de l'usage des pesticides, 25 % de surfaces bio, etc.).
- 9) **Inclure les enjeux d'agriculture durable/résiliente, de R&D agronomique (*agritech*), de bioéconomie et de sécurité/souveraineté alimentaire en Méditerranée dans les programmes et fonds européens:** Fonds structurels, programmes thématiques, Interreg, PEI-AGRI (Agriculture et innovation), politique européenne de voisinage (PEV), etc., comme le programme PRIMA²⁴.

Conclusion

Dans le contexte des incertitudes et tensions qui traversent la Méditerranée, les ALR membres de l'ARLEM et de la commission interméditerranéenne de la CRPM, motrices de la coopération territoriale, peuvent agir pour réduire la vulnérabilité alimentaire des populations et renforcer la résilience des différentes formes d'agriculture méditerranéenne face aux bouleversements du changement climatique.

Évoluer vers un système alimentaire et des modes de production et de consommation durables procurant des bénéfices sur les plans environnemental, sanitaire, social et économique dans le respect des limites de la planète. Voilà l'ambition qui pourrait être le noyau d'une stratégie macro-régionale en Méditerranée à initier et décliner en actions concrètes.

Il s'agirait également d'un bon moyen de célébrer, après 2020, le 25^e anniversaire de la Conférence de Barcelone (1995), à l'origine du Partenariat euro-méditerranéen, qui visait à surmonter les rivalités, les fractures et les différences pour définir une perspective de mobilisation commune en Méditerranée. À cet égard, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, qui s'est vu décerner le prix

²¹ **SIQO/Signes officiels de la qualité et de l'origine:** dans l'UE, des logos officiels pour reconnaître les produits qui bénéficient d'un signe officiel d'identification de la qualité/origine.

²² **L'appellation d'origine protégée (AOP)** est un signe européen qui garantit que le produit a été transformé et élaboré dans une zone géographique déterminée et protège le nom du produit dans toute l'UE. **L'indication géographique protégée (IGP)** est un label européen désignant un produit dont les caractéristiques sont liées au lieu géographique de sa production, son élaboration ou sa transformation et repose sur la notion de savoir-faire. **L'agriculture biologique (AB)** est une certification européenne basée sur un cahier des charges précis.

²³ Voir la *Conférence internationale sur la revitalisation de la diète méditerranéenne*, Palerme, mai 2019.

²⁴ **PRIMA:** le partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne élabore de nouvelles approches de la R&D en vue de renforcer les ressources disponibles en eau et la production agricole durable.

Nobel de la paix en 2020, illustre plus que jamais le lien indissociable entre la sécurité alimentaire, la paix et la stabilité (géo)politique.
